

La bataille du pont Billings

Le blocage du convoi par les résidents d'Ottawa est un modèle pour affronter l'extrême droite

par James Hutt, 16 février 2022

Présentation : Voilà un article remarquable inspiré d'un événement remarquable qui éclaire les analyses, méthodes d'organisation et tactiques que la gauche québécoise et canadienne devra maîtriser dans la dure période qui s'annonce afin d'affronter l'extrême-droite et les fauteurs de guerre. Je souligne les points suivants qui s'en dégagent :

- *Bien identifier l'ennemi, son idéologie, sa politique*
- *Bien réaliser que l'appareil répressif et celui politique ne leur sont pas hostiles et parfois favorables car l'extrême-droite ne menace pas les fondements du système*
- *Bien se distinguer des gouvernements et de leurs politiques*
- *Formuler des contre-propositions de gauche qui répondent aux mêmes frustrations*
- *S'informer soigneusement des plans de l'adversaire puis l'avoir à l'œil*
- *Bien distinguer l'ennemi de ceux et celles qui le suivent et qu'il influence*
- *Bien déterminer le but et les limites de l'action en fonction du rapport de forces*
- *Souhaiter et être ouvert en tout temps aux coalitions sans cependant abandonner le noyau dur de ses buts, revendications et moyens d'action*
- *Employer des tactiques différenciées combinant confrontation et main tendue*
- *Toujours compter sur le grand nombre pour vaincre sinon adapter les tactiques*
- *Combiner décision et contrôle démocratique avec la responsabilisation individuelle (le leadership) ce qui ici a quelque peu manqué*
- *Compter sur la militance syndicale, populaire et partidaire mais non sur leurs directions et bureaucraties quitte à les rallier plus tard*
- *Vaincre la peur par une escalade dans les moyens et par une claire discussion des risques*
- *Assurer une méthode de décision démocratique en tout temps y compris dans le feu de l'action autant que possible*
- *Bien naviguer moments forts, moments d'indécision et moments creux*
- *Bien gérer et contrôler les actions individuelles non conformes aux décisions collectives*

Marc Bonhomme, 24/02/22



Les loquets métalliques du mégaphone étaient collés à mes mains lorsque je l'ai chargé dans la voiture à 8h30. Il faisait -22°C dehors et tout avait gelé pendant la nuit. J'ai cassé la glace des poignées de porte, j'ai mis mon masque et mes gants et je suis parti pour le centre-ville d'Ottawa avec un poids sur l'estomac.

Je n'avais aucune idée que quelques heures plus tard, nous porterions un coup politique majeur au « convoi de la liberté ».

La veille au soir, j'avais reçu un SMS m'informant d'un projet d'action. Les organisateurs avaient entendu dire qu'un soi-disant « convoi de cols bleus » visait à se rendre au Parlement avec plus d'approvisionnement — et ils avaient publié leur itinéraire sur Facebook.

Après avoir confirmé que nous avions suffisamment de monde, les organisateurs m'ont fait part du plan : nous apporterions des vélos, des cônes de signalisation et tout ce qui aiderait à arrêter la circulation. Deux douzaines d'entre nous bloquaient une intersection sur leur route, empêchant le convoi de soutien d'arriver à destination.

Lorsque nous sommes arrivés le lendemain matin, j'ai reconnu certaines personnes à travers leurs masques et leurs tuques. Il y avait des éclaireurs le long de la route qui surveillaient la progression du convoi. Nous ne pensions pas pouvoir les bloquer complètement, mais nous considérerions cela comme une victoire si nous les retardions de quelques heures et les faisons dévier. Nous avons prévu de terminer plus tard dans la matinée.

Mais neuf heures plus tard, à la tombée de la nuit, notre petite manifestation avec quelques personnes s'était transformée en une fête de quartier de milliers de personnes. Il y avait de la nourriture chaude et de la musique diffusée par des haut-parleurs. Alors que la nouvelle se répandait sur les réseaux sociaux, des gens de toute la ville affluaient. Lorsque la nouvelle d'éventuelles menaces de violence a été annoncée — alors que le chef d'extrême droite Pat King a lancé un appel à ses partisans pour qu'ils se dirigent dans notre direction — la foule a encore grossi.

La foule rassemblée a fermé la route du convoi et bloqué plus de 30 camions. Quand nous les avons finalement laissés passer, un par un, c'était à condition qu'ils abandonnent leurs bidons d'essence. Plus important encore, nous avons envoyé un message puissant indiquant que nous pouvions reprendre notre ville, insuffler de l'espoir et exiger une véritable justice pour les travailleurs, et non la fausse liberté promise par le convoi. À la fin de la journée, l'action avait

été irrévérencieusement nommée d'après un pont local et était à la mode sur Twitter sous le nom de : la bataille de Billings Bridge.

Dans la lutte contre l'extrême droite, c'est ce type d'action directe, plutôt que le maintien de l'ordre boostée par une loi d'urgence autoritaire, qui sapera la sympathie pour la politique du convoi et gagnera un soutien à long terme pour un programme progressiste.

Colère légitime et programme illégitime

Au cours des dernières semaines, j'ai passé du temps à me promener aux alentours du Parlement et à parler aux gens participant au convoi.

Certaines personnes à gauche ont qualifié le convoi de mouvement exclusivement composé de petits capitalistes, propriétaires-exploitants de leurs camions et d'agents d'extrême droite ayant des liens avec des groupes d'autodéfense d'extrême droite et de suprématie blanche, tous soutenus par de riches donateurs. Et c'est certainement le cas de ceux qui ont pu y camper depuis des semaines, ainsi que des organisateurs (dont certains ont aménagé une « war room » dans un hôtel quatre étoiles du centre-ville).

Mais ils sont minoritaires. Les gens que j'ai rencontrés étaient au chômage, ou n'étaient là que pour les week-ends, et la plupart appartenaient à la classe ouvrière. Ils n'ont donné aucune indication sur leur attachement aux principes de droite mais ont clairement été envoutés par les manifestations. Ils sont plongés dans l'idéologie de l'extrême droite, un tourbillon de rhétorique conspirationniste, souvent raciste, claironnée régulièrement depuis la scène installée juste à côté du Parlement, sous le regard obligeant de la police.

Et de nombreuses personnes de la classe ouvrière trouvent une raison de se sentir en affinité avec les manifestations. Selon un sondage réalisé la semaine dernière, 46 % des Canadiens disent qu'ils « *ne sont peut-être pas d'accord avec tout* » ce que dit ou fait le convoi des camionneurs, mais la frustration des manifestants est « *légitime et digne* » de sympathie.

Bien que toutes les personnes que j'ai rencontrées au centre-ville d'Ottawa ne soient pas de droite, elles sont toutes en colère contre les politiques gouvernementales et furieuses contre Justin Trudeau. Et elles n'ont pas tort de l'être.

La vie a empiré à presque tous les égards depuis le début de la pandémie. Les prix du logement et de leur location ont monté en flèche, les prix des denrées alimentaires ont augmenté, des milliers de personnes ont perdu leur emploi et les aides gouvernementales comme la PCU ont pris fin il y a plus d'un an. Si les travailleurs et travailleuses tombent malades à cause du COVID, ils sont laissés à eux-mêmes. À chaque étape du processus, les gouvernements provinciaux et fédéral ont repoussé tous les coûts et les risques de la pandémie sur les particuliers, tout en veillant à ce que les bénéfices des entreprises montent en flèche.

Avec l'ensemble de la gauche absente de l'action, et le NPD et les syndicats en particulier faillissant à la tâche, aucune vision audacieuse et convaincante n'a été proposée, et la droite a saisi ce vide pour détourner toute cette colère légitime. C'est cette dynamique que notre action a cherché à bousculer.

Ottawa convoque une opposition

Après trois semaines d'occupation d'Ottawa par le convoi, nous savions que notre réponse devrait commencer modestement.

De nombreux habitants craignaient de sortir de chez eux, sans parler d'organiser une contre-manifestation. Il est difficile de décrire le niveau de peur que ressentent la plupart des habitants de la ville, surtout ceux et celles qui vivent à proximité de l'occupation. Presque tous les jours, des rapports font état de gens des convois attaquant des personnes âgées et vulnérables, menaçant et dévalisant des refuges pour sans-abri, tentant d'incendier des immeubles d'appartements avec des résidents enfermés à l'intérieur et envoyant des menaces de mort à la femme de 21 ans qui a déposé l'injonction contre le *klaxonnage*.

Les semaines précédentes ont vu plusieurs réunions pour planifier une réponse communautaire, mais les gens étaient divisés. Je n'ai pas assisté à ces premières réunions — on m'a dit qu'elles étaient axées sur l'entraide, les rondes de sécurité et les stratégies pour assurer la sécurité des personnes résidant au centre-ville. C'étaient des mesures importantes, mais nous savions qu'il en fallait plus. Cependant, la décision d'organiser une manifestation publique a mal tourné, les groupes locaux et les politiciens les décourageant pour des raisons de sécurité.

Enfin, un groupe de membres bien placés du personnel syndical, une poignée de membres de la base et quelques dirigeants élus ont lancé le bal. Hassan Husseini, Alex Silas et Chelsea Flook, des personnes dirigeantes élues ou membres du personnel de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, ont convoqué une réunion intersyndicale.

La coalition syndicale ad hoc a décidé de contourner tactiquement la question de l'obligation vaccinale et d'éviter de présenter le rassemblement comme une contre-manifestation frontale. Au lieu de cela, nous appellerions à de véritables solutions pour les travailleurs et travailleuses : 14 jours de maladie payés, un salaire minimum de 20 dollars, une sécurité d'emploi accrue pour les camionneurs, la nationalisation des soins de longue durée, de meilleurs soins de santé, et la fabrication et la distribution gratuite de masques N95 et de kits de test rapide au Canada. Ce sont des solutions qui seraient soutenues par de nombreuses personnes sympathisantes du convoi, voire certaines y participant activement, mais que ceux et celles d'extrême droite ne soutiendraient certainement pas.

Sous le nom de [Community Solidarity Ottawa](#), nous avons annoncé un rassemblement. Nous savions que ce n'était qu'un petit pas : cela ne ferait pas sortir le convoi de la ville ni désarmer ses dirigeants d'extrême droite. Mais avant de pouvoir en faire plus, nous avons besoin que les gens d'Ottawa se sentent à nouveau à l'aise dans la rue et sûrs de notre capacité à nous organiser.

Stratégiquement, le plus important était d'impliquer le plus de monde possible, nous avons donc choisi un parcours de marche qui éviterait l'occupation du centre-ville. Nous avons organisé une formation pour 50 personnes du service d'ordre et en observation légale. Nous avons resassé les techniques de désescalade et d'intervention non violente, des conseils pour observer et interagir avec la police, le rôle des médecins de rue et avoir des éclaireurs à chaque point de la route pour surveiller les membres du convoi.

Ce fut un formidable succès. Le service d'ordre a compté 4 000 personnes et les gens du voisinage étaient ravis de nous voir. Plusieurs personnes drapées de drapeaux canadiens nous ont crié par la tête, mais pour dire vrai le convoi ne nous a pas prêté attention. Nous étions à au moins 20 pâtés de maisons du Parlement, et Doug Ford ayant déclaré une urgence la nuit précédente, nous leur semblions insignifiants. Ils faisaient la fête dans des bains à remous et des saunas et dansaient avec des DJ sur une scène plus grande que les célébrations de la fête du Canada de l'an dernier. Nous renforçons notre capacité et notre confiance pour en faire plus.

Tenir la ligne

En arrivant au blocus dimanche, nous avons découvert que la nuit précédente, Sean Burges, un instructeur principal à l'Université Carleton, avait suggéré indépendamment un blocus à un autre endroit. Après avoir lancé l'idée dans un groupe de promeneurs de chiens sur Facebook, les résidents du quartier aisé du vieil Ottawa-Sud l'avaient rejoint le lendemain matin au coin de Riverside et Bank.

Notre groupe a décidé de quitter notre lieu et de leur fournir des renforts. Nous avons également aidé à mettre en place un blocus supplémentaire à l'arrière du convoi, les immobilisant efficacement.

Au fur et à mesure que la nouvelle se répandait sur les réseaux sociaux, de plus en plus de personnes de toute la ville ont commencé à venir nous rejoindre.

Au cours des heures suivantes, nous avons animé de petites assemblées pour partager des idées sur ce qu'il fallait faire ensuite. Un politicien progressiste local qui nous était favorable nous a informé que la police avait dit qu'elle escorterait les véhicules jusqu'à leur lieu de rassemblement à l'est de la ville, mais cela a été catégoriquement rejeté. Au fur et à mesure que notre nombre augmentait, nous avons encouragé les gens à décider collectivement du niveau de risque qu'ils étaient prêts à prendre et à quoi ressemblerait la victoire pour eux.

Alors que l'après-midi avançait, il y a eu des moments d'anxiété : outre les tentatives de Pat King via le livestream d'envoyer ses partisans, ce qui heureusement ne s'est jamais matérialisé, il y a aussi eu une colère refoulée dans nos propres rangs qui a presque débordé. Certains ont lancé des chants pour confisquer les véhicules du « convoi de cols bleus », et ont même passé les menottes aux chauffeurs.

Parce qu'il n'y avait pas de structure de direction claire en place, il était difficile de coordonner et de répondre aux développements à la volée. Quelques-uns d'entre nous se sont soudainement retrouvés à essayer d'assurer la liaison avec la police et les politiciens, à désamorcer les rapports tendus entre les gens des convois et ceux des quartiers et à trouver une stratégie de sortie sûre pour tout le monde.

Finalement, nous sommes parvenus à un compromis : rester et célébrer notre acte de résistance jusqu'à la tombée de la nuit, puis libérer les participants du convoi un par un, après les avoir forcés à retirer les drapeaux et les panneaux des véhicules et à remettre leurs bidons (ce que la police a refusé de confisquer). Alors que le blocus se terminait, nous avons rassemblé tous les restes de nourriture et de fournitures que les gens avaient envoyés de tout le pays et les avons

donnés à des refuges locaux. Nous avons demandé aux supporters de partir en groupe. Tout le monde est rentré sain et sauf.

Le mauvais type d'intervention d'urgence

Le lendemain du blocus, Trudeau a mis en place la Loi des mesures d'urgence qui enfreint la Charte des droits et libertés. Elle a remplacé la Loi sur les mesures de guerre qui, en 1970, avait été utilisée pour envoyer des militaires occuper le Québec.

Au cours des trois dernières semaines, la police d'Ottawa et la police provinciale de l'Ontario sont restées à l'écart et ont même encouragé le convoi alors que ces soi-disant justiciers (vigilantes) enfreignaient les lois et terrorisaient les gens. La police a tous les pouvoirs (et plus que suffisamment de ressources) dont elle a besoin pour démanteler le convoi. Pourtant, elle a choisi de ne pas agir. En l'absence de résistance de la police et suite à la capitulation des politiciens, les convois sont devenus plus audacieux installant des structures permanentes et ciblant les écoles, les ponts et les aéroports.

Il est douloureux de constater à quel point ils ont traité le convoi différemment des personnes défendant les terres autochtones et celles des manifestations de Black Lives Matter, des campements de sans-abri et des grèves ouvrières. Ce n'est pas surprenant. Le convoi n'est pas réellement une menace pour la structure du pouvoir, même si son apparence pourrait gêner les libéraux.

Contrairement à la gauche, dont les demandes sont en opposition directe avec la cupidité des entreprises, le convoi demande la fin de l'obligation vaccinale et des masques, des mesures qui augmenteraient les profits privés aux dépens du public. Les riches deviennent plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres et plus malades.

La gauche appelle à des choses comme des programmes sociaux élargis, l'action climatique, les droits du travail et le retour des terres, qui interfèrent tous directement avec la capacité des riches à exploiter les travailleuses et travailleurs et la planète pour un profit illimité.

La loi des mesures d'urgence impose en effet la loi martiale et permet au gouvernement de limiter et d'ignorer les droits et libertés démocratiques des personnes civiles. Nous savons que le gouvernement fédéral cible et surveille déjà les communautés autochtones, noires, musulmanes et racialisées, ainsi que les syndicats et les militants pour le climat. Désormais, les gouvernements fédéraux — ou leurs successeurs potentiels conservateurs — auront encore plus de ressources et de pouvoirs pour le faire, avec peu ou pas de surveillance.

Au lieu de cela, voici ce qui devrait se passer.

Des plans sont en préparation pour une autre mobilisation, espérons-le, beaucoup plus importante ce week-end [celle du démantèlement policier du convoi dont les points de contrôle ont conduit à l'annulation de la manifestation, NDLR], dont les détails seront publiés sur le site Web de Community Solidarity Ottawa. Nous avons également entendu dire que nos actions ont

inspiré d'autres personnes à envisager et à commencer à planifier leurs propres actions directes non violentes et blocages.

Pour nous débarrasser du convoi et de l'idéologie d'extrême droite qu'il nourrit, nous devons renforcer le soutien à un mouvement ouvrier multiracial fort, en gagnant des réformes qui améliorent la vie et protègent la santé de tous.

Le pouvoir de la connexion et de la persuasion

Dans la matinée du dimanche, après que les deux extrémités du blocus aient été sécurisées, les gens ont commencé à engager des conversations avec les partisans du convoi.

J'ai approché un homme nommé Dieter. Vêtu d'une veste « camo » et de bottes en caoutchouc, il était assis sur son hayon en train de fumer. « *Désolé, tu es coincé ici,* » dis-je. « *Je veux que vous sachiez que je comprends pourquoi vous êtes ici. Mais ce que le convoi demande n'aidera pas la majorité des gens.* »

Il s'est effondré et s'est mis à pleurer. « *J'ai mon voyage* », a-t-il dit, « *mais je n'ai jamais voulu que ça devienne comme ça.* »

Je lui ai dit que je comprenais, qu'il avait raison d'être en colère contre le gouvernement. En fait, je n'étais pas vraiment en désaccord avec la tactique de l'occupation, ou le blocage des rues et des ponts. Ce sont toutes des tactiques que la gauche a utilisées et devra utiliser à nouveau. La différence était le but.

Je l'ai invité à l'avant pour un café et des beignets. Il hésitait. Il m'a demandé de rester avec lui pour ne pas être envahi par la foule. Je lui ai servi un café, lui ai donné de la nourriture et des chauffe-mains. Bientôt, les gens entamaient des conversations avec lui.

Je suis allé m'occuper d'autres choses mais je l'ai aperçu tout au long de la journée. Il l'a passé hors de son camion, toujours avec une foule autour de lui, interrogé sur son point de vue et engagé dans une discussion. Le croisant plus tard, après avoir vu la sono déchargée, les pizzas arriver, et les assemblées décisionnelles se dessiner, il me dit en rigolant « *maudit, vous vous organisez mieux que nous* ».

Dieter peut bien encore rejoindre l'occupation du convoi, mais il ne fait aucun doute qu'il est reparti avec une nouvelle ouverture à la politique ouvrière et progressiste.

Au coucher du soleil, il fut le premier à décrocher ses drapeaux.

James Hutt est un organisateur syndical et écrivain à Ottawa. Il est chroniqueur sur la justice climatique à Our Times Magazine.

Source : [The Battle of Billings Bridge](#), *The Breach*, 16/02/22, traduction Marc Bonhomme avec Google